

APPROCHE PROSPECTIVE DE LA SEPARATION

Notre objectif dans cette partie n'est pas de décrire ni de redéfinir la séparation, mais plutôt de proposer des vues favorables sinon des solutions dans la résolution de certains problèmes dans le but d'éviter à tout prix le déclenchement d'un autre mouvement et de réaliser un changement social.

Section 1 : Vers un nouveau départ

Depuis le début de la crise anjouanaise, chacun tente d'établir des solutions pour maintenir l'équilibre du pays. De nombreuses conférences ont été envisagées pour la réconciliation et la paix entre les deux îles qui sont la Grande Comore et Anjouan. L'OUA et la Ligue arabe ont beaucoup essayé de sauver l'Union des Comores, mais seuls les conflits ont pris fin. C'est en fait le fruit de la conférence d'Antananarivo et celle de l'Accord de Fomboni (Mohéli) qui a abouti à la cessation des conflits. La réalisation de l'Accord cadre de Fomboni a créé un nouvel ensemble comorien basé sur le partage du pouvoir entre l'ensemble et les îles. Tout compte fait, il reste encore beaucoup à faire puisque la mise en place de deux gouvernements participe au contraire à la destruction de l'unité nationale et de la cohésion sociale.

L'appel à un nouvel ordre politique est nécessaire si cet appel favorise un changement profond du système d'organisation de l'Etat et de ses relations avec la société civile. C'est un moyen aussi d'aboutir à un développement réel et durable. Dans ce cas là, la loi et l'ordre public doivent être respectés par tous. L'Etat en tant que responsable, est obligé de trouver et former des politiciens capables de rendre compte à la nation. Ses politiques doivent être appliquées dans le domaine économique, politique et social. Mettre par exemple en place des commissions qui s'en chargeront pour satisfaire les aspirations de la population comme la protection sociale, le déroulement des votes dans bonnes conditions sans trucage, un organe de lutte contre la corruption et

les détournements de fonds, et une commission qui s'occupe du respect de la Constitution, en particulier les droits des hommes, des femmes et des enfants.

Il faut reconnaître que la mauvaise conjoncture économique nationale à Anjouan et à Mohéli est à l'origine d'une fracture sociale de plus en plus marquée. Pourtant, les leaders politiques continuent à croire que le bien-être de la population passe par des solutions politiques. Or, développer demande avant tout un changement d'attitude et de mentalité aussi bien des gouvernants que des gouvernés. En outre, le pays doit disposer d'institutions appropriées à nos réalités en créant des emplois et en développant une éducation qui sera bénéfique pour tout le monde. Pour cela, il ne faut pas laisser la tradition influencer sur la vie politique du pays. Le pays doit être gouverné par des personnes bien instruites et qui ont des connaissances pluridisciplinaires. Il est donc important d'éviter les pratiquants religieux dont les paroles, sermons et discours charismatiques convainquent facilement la population quant à démontrer qu'ils sont les bonnes personnes compétentes pour défendre les intérêts collectifs (right men on the right place); de plus, ils utilisent la tolérance comme moyen de régler les sujets malveillants et de sauver le peuple comorien des malheurs.

Sur le plan économique, les agents de l'Etat doivent réapprendre les principes de la gestion de l'Etat et de son fonctionnement au service de la population. Donc, l'engagement des experts et des hommes expérimentés en gestion et en économie est très indispensable pour l'économie du pays. Sur ce point, la distribution du travail doit se faire selon le mérite, le diplôme et la spécialité (domaine de spécialisation ou d'études). Les ONG, les associations locales doivent lutter contre la pauvreté en créant des projets favorables pour aider la population, particulièrement des familles pauvres. Ainsi, la volonté des Comoriens sera de créer une cohésion sociale, institutionnelle entre partenaires privés et publics, entre Etat et société civile. La majorité des groupes sociaux, la presse, par exemple, réclame une bonne gestion des affaires publiques et une responsabilité accrue de l'Etat dans la gestion des ressources. Elle pense aussi qu'un renouvellement de la démocratie est nécessaire afin de capter les forces dispersées car il est évident que la base de tout développement harmonieux s'avère être la Démocratie puisqu'il y a égalité pour tous.

Le pouvoir politique doit appliquer une décentralisation équitable pour maintenir la cohésion sociale et éviter les conflits entre les îles. A ce sujet, il faut instaurer un Etat-service qui doit servir le citoyen, l'aider à s'épanouir par le travail collectif et qui doit faire de chaque Comorien un élément nécessaire du développement par sa

participation active et consciencieuse. Ce travail collectif ne peut pas se réaliser sans les échanges entre personnel administratif, enseignants et chefs politiques entre chaque île. Cette pratique permettra à chaque citoyen comorien de bénéficier de l'autorité nationale.

Pour mieux réduire les inégalités et améliorer les conditions de vie aux Comores, il est essentiel de se pencher sur les principaux indicateurs suivants : l'Etat doit avant tout assurer l'adduction d'eau et la construction des écoles primaires, collèges et lycées dans tous les secteurs du pays. Eliminer le secteur informel en créant des petits marchés locaux et éviter le marché noir. Le profit sera fructueux pour toute la société puisqu'il entre dans les caisses de l'Etat. L'amélioration des moyens de communication et du transport favorisera un développement rapide ; il est évident que la construction de nouvelles routes désenclavera plusieurs localités. En outre, l'implantation des cabines téléphoniques et des bureaux administratifs décentralisés en milieu rural facilitera la vie quotidienne de ceux qui n'ont pas les moyens pour se déplacer.

L'Etat n'est pas le seul responsable du développement du pays. La participation des bailleurs de fonds au sujet de la création d'emplois et des projets permet la réduction du chômage. Des projets de travaux convenables aux besoins de la population et qui favoriseront l'augmentation de la production agricole. Donc, l'utilisation d'autres méthodes et techniques facilitera la réalisation de bons rendements. En effet, il est nécessaire de mettre en place une politique éducative visant à encourager les maitrisards et les thésards de continuer leurs études supérieures jusqu'aux diplômes de professorat et plus. Les bourses d'études supérieures doivent être octroyées à ceux qui ont les têtes bien faites quelles que soient les catégories sociales d'où elles proviennent. La prise en compte des enfants issus de familles pauvres fait disparaître les disparités régionales, en particulier en milieu rural.

L'éducation est l'unité de base de tout développement, car elle est le centre de toutes les réalisations politiques, sociales, économiques et culturelles. Elle fonde les experts, les expérimentés dans tous les domaines. Les jeunes sont donc l'avenir du pays. Ils méritent un bon encadrement dans toutes les circonstances et ont droit à la formation et au travail.

Il est grand temps pour chacun d'apporter sa contribution au développement du pays. Le sous-développement n'est pas une fatalité, beaucoup de pays étaient colonisés et après l'indépendance ont réussi leur développement. Pourquoi pas les Comores ? En effet l'idée d'assurer l'éducation est une meilleure solution, car tout dérive de

l'enseignement comme les différentes personnalités : ingénieurs, médecins, juristes, économistes, sociologues, agriculteurs spécialisés, etc.

Les deux gouvernements doivent agir ensemble et coopérer aussi avec la population pour construire un nouveau Comore qui assurera le bien commun de tous les Comoriens. Le président SAMBI ne peut pas seul réaliser le bonheur des Comoriens. La bonne volonté de chacun fait vivre le présent et le futur. Donc, pour sauver les futures générations, l' « opinion nationale » doit réagir en conscience collective pour :

- créer des emplois en développant le secteur agricole, industriel, et d'autres secteurs ;
- vendre moins cher les produits alimentaires pour aider les pauvres ;
- partager ensemble l'éducation en faisant un seul baccalauréat pour les trois îles comme auparavant ;
- assurer la sécurité nationale en formant une seule armée ;
- respecter les lois et règles établies dans la Constitution ;
- respecter la solidarité et la tolérance héritée de nos ancêtres.

Ces pratiques sont indispensables pour un environnement convivial à tout le peuple comorien. Le facteur naturel qui est la terre contient et encaisse beaucoup de richesses. A ce sujet, le gouvernement doit aider la population à les découvrir. Il faut donc :

- préserver l'air pur, les plantes et les animaux pour gagner les fonds des touristes ;
- préserver l'environnement pour éviter les maladies et assurer la bonne santé de la population ;
- utiliser la conservation des produits de la pêche pour l'alimentation locale, et à des fins d'exportation ; c'est un élément régulateur du marché ;
- inviter les étrangers à investir dans le pays ; cela permettra de réduire le chômage et de développer le pays ;
- transformer le sol en un véritable champ d'exploitation ; la fabrication de briques de construction sera une opportunité pour les pauvres afin de posséder des habitations confortables.

Si le développement touristique n'est amorcé, c'est parce que les infrastructures actuelles sont insuffisantes, il faut donc :

- moderniser et agrandir les ports à Mohéli et à Grande Comore, de même que les grands hôtels pour accueillir les touristes venant des quatre coins du monde ;
- réhabiliter les aéroports de Mohéli et d'Anjouan en installant aussi des appareils sophistiqués pour l'atterrissage en cas de mauvais temps ;
- développer des centres artisanaux pour améliorer la qualité des produits artisanaux et d'accroître la productivité ;
- ouvrir un musée pour préserver la culture, l'histoire et la civilisation comorienne. Autrement dit, ce musée doit conserver l'unité et l'identité comorienne.

Ces deux secteurs offrent des revenus importants pour la croissance économique du pays. Le secteur artisanal fait surtout travailler les couches sociales défavorisées. Donc, l'ouverture des écoles de tourisme et la mise en place des associations pour commercialiser les objets d'art sont très importantes pour la perception de recettes satisfaisantes. Il est d'autant plus nécessaire d'éradiquer les différentes maladies afin de préserver les touristes. Pour cela, l'amélioration des centres de santé est utile pour stopper les maladies contagieuses de même que la mise en place d'un système de recyclage des déchets et ordures afin d'éviter toute pollution. Toutes ces lignes permettent de freiner le sous-développement. A cela s'ajoute la création d'infrastructure routière en développant le transport public par voie terrestre, ferroviaire et maritime.

La crise sociale, économique et politique aggrave les conditions de vie des comoriens. Il est important de former les jeunes orphelins et délinquants à travailler dans les champs agricoles, dans l'artisanat, dans la pêche, et de créer des emplois dans les petites industries pour réduire le chômage. L'emploi doit demeurer l'une des priorités de l'Etat car le chômage est une négation de la dignité de l'homme. Il s'agit de s'y investir avec plus d'énergie en s'adaptant à la mondialisation, c'est-à-dire se lancer dans le marché agroalimentaire. Une branche manquante aux Comores : la fabrication de jus de fruits, de confitures, de concentré de tomates en conserve afin de valoriser les produits agricoles. Une étude sur les potentialités servira d'outil pour relancer l'investissement en toute confiance. C'est très frustrant de voir les jeunes diplômés et la jeunesse comorienne sans emplois, alors que les potentialités existent pour ouvrir de petites entreprises : c'est l'esprit de créativité ou le manque de savoir-faire qui fait défaut.

Il ne faut pas surtout penser à la recolonisation ou une indépendance unilatérale de l'île d'Anjouan. Aucun changement n'a été apporté lors de la période coloniale. Il en est de même pour la situation présente de l'île séparatiste. Depuis la sécession anjouanaise, les difficultés se sont accentuées sur l'île. La souffrance envahit l'esprit de la population à cause de la détérioration des conditions de vie. Il est très important que les organismes internationaux et plus particulièrement l'Union Africaine revisent leur jugement en ce qui concerne le régime en place à Anjouan. Ils doivent :

- Organiser des réunions pour convaincre Mohamed BACAR à quitter le pouvoir.
- Convoquer tous les membres de ce gouvernement et organiser des débats pour leur montrer la dure réalité en face parce que quand on vit dans le bonheur, on oublie le malheur des autres.

La punition de l'Union Africaine, l'embargo sur Anjouan, n'est pas une bonne solution pour résoudre le problème car c'est, au contraire, les civils qui en subissent les conséquences. Autrement dit, si le président anjouanais refuse catégoriquement de quitter le pouvoir, la seule solution est d'accaparer ce pouvoir en suivant la démarche de coup d'Etat. Dans ce cas là, les civils ne seront pas victimes de guerre. Par contre, si l'Union Africaine ou le gouvernement de l'Union envisage un débarquement pour renverser le président et son régime, le peuple anjouanais revient vivre la crise de 1997, éventuel nouveau drame qu'il faut éviter à tout prix.

Il convient de signaler qu'après le mouvement séparatiste, les Anjouanais émigrent beaucoup vers les autres îles pour fuir la crise économique qui submerge l'île et qui rend toute survie quasi impossible, mais aussi pour rechercher du travail. Pour l'Etat, seule personne de droit public et moral qui détient la souveraineté nationale, son rôle est de :

- organiser la vie en commun de tous les citoyens ;
- définir les règles applicables à chacun pour qu'ils puissent coexister ensemble ;
- assurer la protection des droits et libertés fondamentaux de chacun ;
- anticiper sur les problèmes de demain en surveillant l'inflation ;
- engager une politique volontariste de lutte contre la vie chère en indexant les prix des produits de première nécessité ;

- faciliter la vie de ceux qui vivent loin des villes en installant l'électricité, du moins régler la hausse du prix du pétrole pour ceux qui utilisent les lampes à pétrole ;
- développer l'énergie en créant des programmes intensifs de reboisement pour améliorer le débit des rivières et faciliter la rénovation des petites centrales hydroélectriques ;
- créer des décharges appropriées comme les poubelles par exemple pour éviter la propagation des maladies et préserver l'environnement. Une campagne de sensibilisation est nécessaire pour préserver la population des maladies contagieuses, endémiques et mortelles. Le rôle de la commune est indispensable pour s'occuper de la propreté de chaque village. Des associations ou des groupes de personnes doivent être mis en place pour réaliser ces travaux.
- Développer les relations diplomatiques pour recevoir des aides extérieures et aussi pour développer les échanges commerciaux en permettant aux étrangers d'investir dans le pays ;
- Financer la construction de logements sociaux pour les familles défavorisées en commercialisant moins cher les matériaux de construction. Un projet de fabrication de brique en argile sera utile pour la réduction des coûts de construction. L'habitat est un élément vital pour l'amélioration des conditions de vie de la population.

Pour assurer un bon changement de vie, il est nécessaire d'établir l'unité nationale car la réconciliation nationale constitue la pierre angulaire qui permettra le pays d'être debout. En outre, il n'y a pas de développement économique sans paix, sans sécurité et sans stabilité politique. Engager donc des politiques qui restaurent l'unité nationale et respectent l'autorité de l'Etat et la légalité dans l'ensemble des îles comoriennes. La population aussi bien que l'Etat doivent lutter contre les conflits intérieurs en faisant régner partout l'harmonie. Pour cela, les Comores doivent bannir l'intolérance. Ce changement de vie demande l'instauration d'un Etat de droit :

- l'Etat doit avoir une bonne justice honnête et indépendante pour éviter les grands élus et les grands fonctionnaires de remplir leurs poches ;
- la liberté de la presse est aussi une nécessité pour que chacun s'exprime dans le respect de l'éthique professionnel ; ceci permet de restaurer la confiance, favorise l'épanouissement de tous et crée les meilleures conditions du progrès social et économique ;

- la sécurité civile et militaire est nécessaire pour garantir et maintenir l'ordre et la paix civile. La protection joue un rôle important contre les agressions extérieures, pour nos forces armées (gendarmerie et police). L'armée reste le seul garant de notre souveraineté et fait partie des fonctions régaliennes de l'Etat. Quant à la police et la gendarmerie, leur pratique actuel consiste à arrêter les voitures sous forme de chantage en exigeant à leurs propriétaires de payer sur place de l'argent sans condition de droit. Un autre fait qu'ils pratiquent est l'arrestation de civils pour les ramener en prison, soit sans motif apparent, soit à la réclamation de leurs droits. Ces répressions ne cesseront tant que le gouvernement en place règne encore.

De rapides changements dans ce domaine sont vivement souhaités pour retrouver la paix et la tranquillité sur l'île. Développer ensuite des moyens modernes pour garantir la protection sociale. La mise en place, par exemple, des compagnies de sapeurs pompiers et des comités dans les villes et villages en cas de problèmes imprévus (conflits de famille, de voisinage, incendie, etc.). Un autre moyen d'aider la population est de créer des centres de rééducation et de réinsertion pour aider les jeunes, les mineurs, les orphelins et les handicapés pour pouvoir construire leur vie et contribuer aussi au développement du pays.

Si notre pays est sinistré politiquement et économiquement aujourd'hui, nous en savons pourquoi et c'est à nous de lutter contre ces combines, la corruption, l'injustice généralisée qui envahissent le peuple comorien depuis toujours. Chacun de nous est responsable de ses actes et paroles devant Dieu « Allah », le tout puissant. Pour cela, nous devons être unis, respecter nos droits et libertés aussi bien sur le plan individuel que sur le plan collectif sur l'égalité, et assurer une justice équitable.

Ce qui est sûr, si nos autorités politiques, fonctionnaires ou simples citoyens comoriens abusent de la gestion économique, politique et financière du pays, ils ne pourront pas s'échapper à la malédiction et au châtement de Dieu sauf s'ils se sont purifiés devant les tribunaux.

La majorité de la population est persuadée que l'île d'Anjouan est en voie de s'effondrer. L'échec de cette île est dû à la politique mensongère, à la mauvaise foi et à l'égoïsme des autorités politiques. Il est temps, pour les Anjouanais d'avouer tous les maux des autorités politiques et de penser à reconstruire une nouvelle île pour le bien collectif.

A vrai dire, la lutte contre la pauvreté est un travail de longue haleine qui requiert courage, patience, obstination et enthousiasme. C'est donc en créant les conditions d'une croissance économique, en créant des emplois stables que l'on arrivera à diminuer le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. De cela, améliorer la couverture sanitaire, développer l'éducation et la formation professionnelle, faciliter l'accès à l'eau potable et à l'électricité dans toute l'île seront de nature à « redonner l'espoir aux Comoriens ». Le rêve du peuple anjouanais de devenir comme les Mahorais n'est pas réalisable dans trois ou quatre ans. Personne ne peut assurer les meilleures conditions de vie de la population sauf si chaque citoyen participe au développement de son pays. Dans ce cas là, ce rêve peut devenir une réalité.

Section 2 : Participation des jeunes à la vie politique

Le bilan du mouvement séparatiste anjouanaise est très lourd. En plus la situation actuelle est inquiétante vu les pratiques politiques du régime de Mohamed BACAR. Mais jusqu'à maintenant, certaines personnes ignorent la réalité. L'opinion publique est une source que personne ne peut renverser ni détruire. C'est pour cette raison que nous avons choisi de proposer une solution pour convaincre la population anjouanaise de se retirer des manipulations, et surtout de ne pas croire que l'avenir du pays est aux mains du régime actuel.

A travers les discussions, les commentaires et les interrogations avancées auprès des jeunes intellectuels et des jeunes étudiants aux Comores et ici à Madagascar, nous pensons que la création d'une association des jeunes sera indispensable pour aider la population et nos dirigeants politiques à agir pour les biens de toute la population. Du moins à changer de mentalité pour le bien-être de la nation. Le but de cette association est de participer aussi au développement du pays en impliquant les jeunes dans le monde des affaires politiques. Cette pratique ne peut se faire sans l'intervention des médias puisque c'est à travers les émissions télévisées et les réunions réalisées dans les différentes villes que les habitants peuvent comprendre ce qui se passe à Anjouan. En outre, les questions posées lors des débats permettront aux responsables d'établir de nouvelles stratégies pour révéler toute la réalité ou pour élaborer une nouvelle voie qui favorisera la démission du chef de l'Etat d'Anjouan.

La mise en place de cette association est un projet que nous souhaitons de réaliser au cas où il n'y a aucun changement positif de la vie à Anjouan. Son rôle est de sensibiliser les gens pour affronter les réalités en face, les malheurs que causent le

régime anjouanais actuel, et de réagir ensemble pour construire l'avenir des Comores. C'est le cas, par exemple, de l'émission « Washington Forum » qui passe à la chaîne de télévision MBS chaque lundi à 11 heures. Beaucoup de problèmes sont résolus en Afrique, en Amérique et en Europe grâce à l'intervention de cette émission. Parfois, l'homme ne connaît pas ses défauts mais il les découvre à partir de la communication verbale de son entourage. Les différentes émissions permettront à la communauté anjouanaise d'abandonner très rapidement ses illusions fondées uniquement sur les intérêts minuscules particuliers. Les discussions seront portées sur différents thèmes : les comportements politiques, l'éducation et l'emploi.

Les discours pendant la réunion permettront aux habitants de voir que voter pour l'homme du village ou de la région ne sera pas le seul chemin de connaître le bonheur. Il faut, au contraire, voter pour personne qui présente et incarne l'intérêt de tous les Comoriens. On doit donc être un peuple solidaire, utile et capable de servir pour le bien des Comores. Il est extrêmement urgent pour nous d'élaborer un esprit à la fois réfléchi et motivé qui sera bénéfique pour l'avenir de nos enfants. C'est pourquoi, il faut réagir sur le terrain du public pour avancer nos idées et nos critiques pour des réponses favorables, en donnant des explications concrètes de la réalité à nos compatriotes.

Il convient de rappeler qu'il y a en face de nous des dirigeants qui manquent de fidélité et de solidarité. Ainsi, les citoyens comoriens doivent mettre fin aux promesses non tenues et aux incertitudes de tous les jours. Nous pensons que la révolte des Anjouanais en unanimité remettra en cause les capacités et les compétences des politiciens anjouanais ; il faut pratiquer la vraie démocratie en affrontant tous les habitants qui constituent des obstacles pour l'émancipation des Comores. Cet affrontement doit se faire par les deux moyens cités précédemment. Il faut aussi favoriser l'Union en faisant une seule éducation. De ce fait, cette association doit avouer aux étudiants la vérité en ce qui concerne l'orientation de l'enseignement anjouanais et son avenir. Seuls les étudiants fraîchement diplômés venant de l'extérieur et ceux qui sont recrutés contractuellement savent la vérité puisqu'ils y ont vécu.

La nouvelle génération, particulièrement les jeunes diplômés doivent prendre le devant de la politique comorienne. Ils connaissent toute l'histoire politique comorienne et qu'ils ont des soucis sur l'avenir de la nation. Les nouvelles idées peuvent souvent créer un nouveau monde et des changements favorables. Les pouvoirs doivent être délégués aux jeunes composés de savants, de sociologues, de juristes, d'historiens,

d'économistes, de gestionnaires, etc., sans omettre les grandes personnalités comme les personnes âgées car ils représentent les bibliothèques de notre passé.

Montesquieu dit que « Toute société dans laquelle la séparation des pouvoirs n'est pas consacrée, n'a pas de constitution »¹³³ Aux Comores, cette structure existe, mais juste dans la Constitution, et pratiquement c'est toujours l'exécutif qui réussit à effacer les rôles du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Ce sont toujours les gouvernements et surtout les chefs d'Etat qui ont le dernier mot. Ce système doit rapidement disparaître car il est source d'indignité, d'inégalité et de dictature. La correction doit d'abord se faire au niveau de la présidence en commençant à ne pas engager des personnes non instruites pour diriger le Pouvoir. Autrement dit, envisager l'abandon du système classique qui place le chef d'Etat, les emplois civils et militaires du pays selon leur catégorie sociale ou leur titre honorifique. Pour bien assurer la démocratie et l'égalité, il faut appliquer la citation de Saint-Simon qui dit que « A chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres »¹³⁴. Donner une chance à tous les jeunes de mettre en pratique leurs connaissances offrira peut-être de meilleurs rendements pour le développement. Pour cela, recruter les hommes selon la qualité de sagesse (filière) et le mérite de leur diplôme (degré). Mais avant cela, il est bon d'organiser des concours chez les jeunes sortants des universités pour tester leurs compétences et leurs expériences dans le domaine du travail. Dans le cas contraire, organiser des stages pour les aider à acquérir et maîtriser l'expérience professionnelle de leur choix.

A l'heure actuelle, nous avons besoins des ONG internationales pour rétablir la réconciliation entre la Grande Comore et Anjouan, et éviter la haine qui s'installe dans les cœurs de chacun. Nous espérons que la compréhension et le consensus entre les Comoriens contribueront à rétablir la confiance, la vérité et la compassion mutuelle. De plus, elles apporteront de l'espoir pour instaurer la paix civile, l'unité, l'intégrité territoriale, la stabilité et la dignité de notre pays. Nous souhaitons aussi que les solutions suggérées seront pratiquées et seront un remède pour l'Union des Comores. Tout le monde dit que Monsieur M. Ahmed SAMBI peut parvenir à réaliser le développement des îles Comores vu ses intentions, son courage, et son programme présenté lors de la propagande électorale, mais il en est en partie empêché par Mohamed

¹³³ ARON (R.), « *Les étapes de la pensée sociologique* », éd. Gallimard, 1967, p.39.

¹³⁴ Cours de Sociologie générale de la 1^{ère} année 2002.

BACAR. On ne connaît pas encore le vrai père de notre pays. Mais, on le saura après, quand le régime de Sambi et Bacar prendra fin.